

EDITO

Par Olivier le Bussy

Le Brexit ? Quel Brexit ?

L'objectif était clair. La Première ministre Theresa May a convoqué des élections anticipées dans l'espoir de renforcer la majorité dont dispose son parti conservateur. Et, partant, pouvoir s'appuyer sur un mandat fort avant d'entamer les négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Paradoxalement, du Brexit, il a finalement été peu question, sur le fond, lors de la campagne électorale. Les attentats djihadistes de Manchester et de Londres, qui ont bouleversé le pays et chamboulé l'agenda politique, n'y sont évidemment pas étrangers.

Il n'en reste pas moins que les électeurs britanniques n'en savent pas plus qu'il y a deux mois sur la stratégie de M^{me} May, si ce n'est qu'elle prône un Brexit dur et qu'elle ne craint pas l'échec des négociations si elle ne parvient pas à conclure "un bon accord" (sans que l'on sache, exactement, ce que serait un "bon accord"). Son adversaire travailliste Jeremy Corbyn, leader d'un parti divisé sur la question, s'est lui-même montré peu disert sur le sujet. Il assure être en mesure de "réussir" le Brexit. Nous voilà bien avancés.

Jeremy Corbyn a préféré axer sa campagne sur le pilonnage de sa rivale conservatrice, dépeinte comme le chantre de l'austérité mortifère. Si l'on en croit les sondages, la tactique s'est avérée payante. Les chances de succès de celui qui était décrit comme "un dinosaure gauchiste incompetent" jusque dans son propre camp étaient proches de zéro en avril; le Labour talonne désormais les "tories" dans les intentions de vote. M^{me} May garde les faveurs du pronostic, mais ne peut écarter le pire des scénarios (pour elle) : la perte de sa majorité absolue.

Elle ne doit s'en prendre qu'à elle-même. Trop sûre de sa victoire avant même le début du match, Theresa May a mené une campagne indigente, marquée par son refus de débattre directement avec ses rivaux, des propositions confuses et des revirements. Jamais elle n'a semblé être en mesure d'incarner son slogan de campagne : "Un leadership fort et solide".

Sa fin de campagne a été à l'avenant. Elle a mollement défendu le maire de Londres, Sadiq Khan, vilipendé par le président américain Trump sur Twitter, après l'attentat de London Bridge. Puis elle a cherché à répondre à ses concitoyens inquiets en déclarant qu'elle changerait les lois sur les droits fondamentaux si ces lois l'empêchaient de combattre le terrorisme et l'extrémisme. Elle voulait renvoyer une image de fermeté; elle a donné l'impression de pratiquer le football-panique, après avoir été accusée d'avoir sacrifié la sécurité des Britanniques en coupant les budgets de la police, lorsqu'elle était ministre de l'Intérieur.

Malgré tout cela, Theresa May peut l'emporter. Reste à espérer qu'elle fera preuve de plus de consistance, si elle est reconduite à la tête du gouvernement. Pour les Britanniques, mais aussi pour l'Union européenne. Car le moment où le Royaume-Uni devra aborder le dossier Brexit autrement que par des postures arrive au grand galop.